

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 28 octobre 2015

Objet n° 5 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Cécile Jodogne, M. Halis Kökten, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Conseillers communaux.

**#Objet : Taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics - Exercices 2016 à 2020
- Renouvellement et modification - Approbation #**

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 n'ont pas voté.

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 24 avril 2013 votant le règlement-taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics pour un terme de 3 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Considérant la nécessité de freiner l'invasion publicitaire de l'espace public pour des motifs environnementaux et esthétiques ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installation de sorte qu'il ne puisse être reproché à la commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Vu l'article 198 du Code Droits et Taxes Divers ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Vu les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 8 septembre et 6 octobre 2015 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics.

L'apposition d'affiches sur les emplacements publics appartenant à la commune de Schaerbeek ou mis à sa disposition exclusive, sera effectuée uniquement par les soins de l'administration.

Les affiches seront apposées aux endroits publics désignés, dans l'ordre de leur réception et en fonction de la disponibilité des emplacements.

Article 2

Les taux fixés au 1er janvier 2016, seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2% arrondis au dixième d'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

	Avis et affiches des notaires et huissiers - Affiches commerciales	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
--	--	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

<u>Taux 1</u>	Pour une période de 8 jours	3,80 €	3,90 €	4,00 €	4,10 €	4,20 €
<u>Taux 2</u>	Pour une période de 15 jours	6,00 €	6,10 €	6,20 €	6,30 €	6,40 €
<u>Taux 3</u>	Pour une période de 1 mois	9,00 €	9,20 €	9,40 €	9,60 €	9,80 €

Article 3

Sont exonérées du paiement de la taxe d'affichage :

- les affiches électorales apposées aux endroits réservés à la liste intéressée par l'administration communale à la veille d'élections;
- les affiches annonçant des fêtes, des réjouissances, des cérémonies ou des collectes organisées sous le contrôle financier d'une Communauté, d'une Région, d'une Province, d'une commune ou d'un C.P.A.S. ; exclusivement dans un but charitable ou philanthropique;
- les affiches relatives aux caractéristiques d'un enseignement organisé par une Communauté ou subventionné par celle-ci ou d'un établissement où un tel enseignement est dispensé;
- les affiches apposées pour compte d'organismes que la loi exempte du paiement de toute redevance au profit de la commune;
- les affiches dont l'apposition constitue une obligation légale ou réglementaire.

Article 4

La taxe est due par le demandeur qui aura fait parvenir à l'administration, préalablement à l'apposition des affiches, tous les éléments nécessaires à son établissement.

Article 5

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa demande notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 6 à 9 du présent règlement.

Article 6

La taxe est due au comptant, au jour de l'affichage, contre remise d'une preuve de paiement. A défaut, la taxe sera recouvrée par voie de rôle.

Article 7

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 8

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 9

La taxe qui fait objet d'un enrôlement est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 11

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 octobre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 28 oktober 2015

Voorwerp nr 5 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, H. Halis Kökten, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Gemeentebelasting op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen - Dienstjaren 2016 tot 2020 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 hebben niet gestemd.

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 24 april 2013 stemmend het belastingreglement op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen, voor een termijn van 3 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Overwegende de noodzaak om de invasie van reclame in de openbare ruimte af te remmen omwille voor het milieu en esthetische redenen;

Overwegende dat de aanslagvoeten redelijk zijn en in verhouding met de winsten voortspruitend uit dit type installatie, zodoende de gemeente niet kan worden ten laste gelegd geen rekening te hebben gehouden met het financiële draagvlak van de belastingbetaler om bij te dragen;

Gelet op artikel 198 van het Wetboek diverse rechten en taksen;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 september en 6 oktober 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot 2020 een belasting gevestigd op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen.

Het aanplakken van affiches op panelen toebehorend aan de gemeente Schaarbeek of ter hare exclusieve beschikking gesteld, zal uitsluitend gebeuren door toedoen van het gemeentebestuur.

De affiches worden aangeplakt op de aangeduide openbare plaatsen, in de volgorde van hun ontvangst en in functie van de beschikbare oppervlakten.

Artikel 2

De aanslagvoeten vastgesteld op 1 januari 2016 zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde tiende van een euro, volgens onderstaande tabel:

	Berichten en affiches van notarissen en	Dienstjaar	Dienstjaa	Dienstjaa	Dienstjaa	Dienstjaa
--	---	------------	-----------	-----------	-----------	-----------

	<u>deurwaarders – commerciële affiches</u>	2016	r 2017	r 2018	r 2019	r 2020
<u>Voet 1</u>	Voor een periode van 8 dagen	3,80 €	3,90 €	4,00 €	4,10 €	4,20 €
<u>Voet 2</u>	Voor een periode van 15 dagen	6,00 €	6,10 €	6,20 €	6,30 €	6,40 €
<u>Voet 3</u>	Voor een periode van 1 maand	9,00 €	9,20 €	9,40 €	9,60 €	9,80 €

Artikel 3

Zijn vrijgesteld van de aanplakkingsbijdrage:

- de affiches met betrekking tot de verkiezingen aangebracht op de panelen voorbehouden aan de betrokken lijst door het gemeentebestuur in een periode voor de verkiezingen;
- de affiches die feesten, plechtigheden of omhalingen aankondigen ingericht onder het financieel toezicht en controle van een Gemeenschap, van een Gewest, van een Provincie, van een gemeente of van een O.C.M.W., en uitsluitend met een liefdadigheids- of filantropisch doel;
- de affiches met betrekking tot de kenmerken van gemeenschapsonderwijs, of er door gesubsidieerd of een inrichting waar zulk een onderwijs wordt gegeven;
- de affiches aangebracht voor rekening van organismen vrijgesteld door de wet van betaling van om het even welke bijdrage ten voordele van de gemeente;
- de affiches waarvan het aanbrengen een wettelijke of reglementaire verplichting inhoudt.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de aanvrager, welke ertoe gehouden is het gemeentebestuur voorafgaandelijk de aanplakking, alle inlichtingen over te maken welke nodig zijn bij de berekening van de bijdrage.

Artikel 5

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aanvraag te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 6 tot 9 van dit reglement.

Artikel 6

De belasting is contant verschuldigd, de dag van de aanplakking, tegen ontvangst van een betalingsbewijs. Bij gebrek hiervan, zal de heffing geïnd worden door middel van een kohier.

Artikel 7

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 8

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 9

De belasting die het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 11

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2016.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 oktober 2015.

Namens de raad :

David Neuprez

Bernard Clerfayt

Gemeentesecretaris

Burgemeester-Voorzitter